

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Legislatives-du-2-octobre-en.html>

Législatives du 2 octobre en Lettonie : le peuple va-t-il se ressaisir face aux ravages de la restauration capitaliste et de la dépendance de l'Union européenne ?

Publication date: dimanche 3 octobre 2010

Description:

- Actualité politique internationale - Europe -

Les élections du 2 octobre pourraient bien marquer un tournant dans l'histoire de cette petite république balte de 2,2 millions d'habitants. Dans un pays ravagé par la crise, et par le plan d'austérité draconien imposé par l'UE et le FMI,

article de AC pour <http://solidarite-internationale.net>

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les élections du 2 octobre pourraient bien marquer un tournant dans l'histoire de cette petite république balte de 2,2 millions d'habitants. Dans un pays ravagé par la crise, et par le plan d'austérité draconien imposé par l'UE et le FMI, les communistes, moteurs d'une alliance de gauche rassemblant désormais bien au-delà de la simple minorité russophone, pourraient bien réaliser leur retour au pouvoir.

Quelques chiffres révèlent l'ampleur du désastre : - 18% de croissance en 2009, - 30% en deux ans soit **une baisse du PIB jamais vue au XXe siècle, dépassant même la Grande dépression de 1929 aux Etats-Unis**. Une dette publique multipliée par sept en deux ans et un déficit public dépassant les 10% du PIB en 2009 sans compter le taux de chômage record au sein de l'UE : 22,2% (janvier 2010).

Dans ce contexte dire que le « tigre letton » a perdu de son mordant est un euphémisme.

Par contre, affirmer que **ce scénario catastrophe a fourni l'occasion pour l'Union Européenne et le FMI d'administrer sa piqûre au félin** est une évidence. En effet, devant la crainte d'une banqueroute de l'Etat letton qui mettrait en péril le système bancaire scandinave et, par ricochet, l'ensemble de la région, le FMI, en concertation avec l'UE, a 'octroyé' à la Lettonie, fin 2009, un prêt de 7,5 milliards d'euros en échange d'un véritable plan de guerre contre le peuple letton, préfigurant en cela le plan adopté dernièrement en Grèce :

- *baisse de salaires dans la fonction publique allant de 20 à 50% (ex : 50% pour les enseignants, 35% pour les personnels des ministères)*

- *baisse des salaires dans le secteur privé - préconisé par les bailleurs de fonds internationaux - entre 20 et 30%*

- *baisse du salaire minimum de 15%, atteignant les 140 euros par mois soit 60 euros de moins que le revenu considéré comme minimum pour échapper à la pauvreté*

- *baisse des pensions entre 10 et 70%, bien que les coupes les plus extrêmes aient été déclarées inconstitutionnelles en décembre dernier*

- *augmentation de tous les impôts indirects dont la TVA passant de 19 à 21%*

Comment une des régions les plus riches d'ex-URSS a-t-elle pu être réduite ? la soumission devant cette humiliation nationale et ? servir de laboratoire aux cures d'austérité préparées par le FMI et l'UE ?

Retour sur vingt ans d'une catastrophe économique pour mieux expliquer le retour en grâce des communistes dans cette ex-république soviétique

Un miracle en forme de mirage : croissance artificielle et casse de l'appareil productif

Quand la Lettonie connaissait une éphémère mais intense période de croissance économique entre 2002 et 2008, alignant les croissances ? deux chiffres, peu insistait sur le caractère illusoire de ce « miracle letton ». Pourtant, tous les indicateurs incitaient ? la mesure.

Tout d'abord, **cette période n'était qu'une accalmie**, après une dizaine d'années de résultats catastrophiques. Récession sur plusieurs années après 1991 puis crise financière de 1998, la production lettone avait chuté bien en-deç ? de son niveau de l'époque soviétique et il faudra attendre le milieu des années 2000 pour voir la Lettonie retrouver son niveau économique des années 1980, tandis que sa production industrielle représentait au même moment encore seulement 50% de celle de 1990.

Ensuite, **les moteurs de la croissance lettone étaient tout autant artificiels que précaires** : le bâtiment et la finance du côté de la production, consommation financée par le crédit bon marché du côté de la demande. Le modèle libéral appliqué en Espagne, Irlande ou Grande-Bretagne.

Visant la spécialisation dans une économie de services insérée dans la mondialisation, la base agricole et industrielle solide de l'ère soviétique a été presque intégralement démantelée après 1991. Du côté de la consommation, en particulier après 2004 et l'adhésion ? l'UE, les banques suédoises ont fondu sur le marché balte et ont inondé les consommateurs lettons avec des prêts bon marché. **Tandis que les classes moyennes lettones ont pu vivre la belle vie ? crédit, les classes populaires survivaient ? crédit.**

Un pays endetté

Car le revers de la médaille de l'image idéalisée d'une Lettonie opulente, vu ? travers le prisme des chiffres de croissance économique et des hausses de salaires nominales, c'est l'inflation - dû côté de la consommation - et le déficit commercial - du côté de la production.

Posés en termes dramatiques juste après 1991, le problème de l'inflation a pu être dissimulé au début des années 2000 par la reprise économique. Pourtant, **le niveau des prix ? la consommation en Lettonie est sans aucune mesure avec le niveau de vie des lettons eux-mêmes**. Dans le bâtiment, cette inflation s'est insérée dans une véritable bulle spéculative immobilière entraînant une augmentation exponentielle du prix des propriétés ainsi que des loyers, alimentée par les crédits faciles pour l'accession ? la propriété. La crise a sonné un retour ? la réalité, en forme de gueule de bois : chute de 50% des valeurs immobilières, 10% des ménages endettés affichaient déjà ? un retard de 90 jours dans le remboursement de leurs prêts début 2009.

Mais, outre cet exemple extrême, **c'est l'ensemble des prix ? la consommation qui sont sur-évalués en Lettonie**. Les émigrés peuvent manifester leur stupéfaction sur le fait que le prix des vêtements et de la nourriture est deux fois plus élevé ? Riga qu' ? Londres. Comment les Lettons avec des salaires trois ? quatre fois inférieurs, en moyenne, ? ceux des salariés britanniques ou français, ont-ils pu acheter des produits de base deux fois plus chers ? Par l'usage massif du crédit ? la consommation. Les banques suédoises, directement ou indirectement (via les banques lettones) ont financé cette fuite en avant. Entre 2002 et 2006, l'augmentation annuelle du volume des crédits accordés aux ménages était de 60%. **Ce système n'a tenu que tant que le décalage entre salaires et prix, production et consommation pouvait être comblé par le crédit**. Ensuite, quand

l'heure fut venue de payer, c'est tout un pays qui s'est retrouvé en défaut de paiement.

Car c'est tout un pays qui s'est endetté sur la base d'un modèle économique insoutenable ? terme. Faisant le pari du dumping fiscal, **la Lettonie indexait sa bonne santé économique, si ce n'est sa survie, sur le bon-vouloir des détenteurs de capitaux internationaux**, voyant dans la Lettonie un eldorado financier. Le système fiscal letton repose presque exclusivement sur les taxes indirectes : pas de progressivité de l'impôt et « flat tax » depuis 1997, refus de l'imposition des bénéficiaires des sociétés et exonérations fiscales allant jusqu'à 80% dans les Zones économiques spéciales *made in Latvia*. Résultat, une dette publique qui s'est envolée entre 2007 (7%) et 2009 (50%) et qui pourrait atteindre les 89% en 2014. Et une facture que devra payer le peuple letton dans son ensemble.

Un pays gravement endetté vis-à-vis de l'étranger, c'est le nationalisme letton qui est placé devant ses contradictions et devant sa collaboration active ? la trahison de l'indépendance de la Lettonie.

Nationalisme rhétorique et capitulation réelle de l'indépendance du pays

Car le nationalisme letton repose sur une diptyque placée sous le signe de l'anti-soviétisme : racisme anti-russe et anti-communisme. Dès 1991, les nationalistes lettons mettaient en place un système d'octroi de la nationalité répressif privant tout résident de la Lettonie de la nationalité si il ne prouvait pas les origines lettones de ses ancêtres avant 1940. Si ces mesures ont été assouplies ? la fin des années 1990, aujourd'hui encore la majorité russophone de Riga est encore nettement minoritaire dans le corps électoral. La dérive fascisante du régime est manifeste dans les défilés de vétérans de la Waffen-SS célébrés comme héros de la résistance et dans le dénigrement systématique de l'Armée Rouge anti-fasciste.

Le rêve fascisant des nationalistes lettons a viré au cauchemar pour son peuple qui ne rêve massivement que d'émigration. Depuis 1991, ce serait entre 13 et 15% de la population Lettone qui aurait choisi l'exil. 82% des jeunes travailleurs Lettons déclarent préférer l'exil ? la vie en Lettonie.

Au malaise des Lettons s'ajoute **la colonisation presque intégrale de l'économie lettone par les capitaux étrangers**. Derrière les rodomontades des dirigeants lettons, ces derniers ont véritablement livré la Lettonie au capital international. Sans base industrielle ni agricole, la consommation frénétique financée par le crédit n'a enrichi que deux pôles : l'industrie des pays voisins dont les Lettons achetaient les produits et les banques scandinaves. Avec un déficit commercial au sein de l'UE, 5 milliards de dollars en 2007 et en 2008 (seule la Bulgarie fait mieux), la Lettonie dans son ensemble a vécu ? crédit. Pire, le soi-disant système bancaire moderne et indépendant letton n'a pas survécu ? la razzia scandinave, que les banques suédoises ont utilisé comme vulgaire filiale, extension, de son propre système bancaire et financier. Ultime humiliation, même la terre Lettone est désormais bradée : 30% des terres arables lettones sont actuellement entre les mains de capitaux étrangers.

La colère monte en Lettonie et les communistes tentent de l'organiser : les élections du 2 octobre comme point de chute

Si les statistiques économiques lettones ou le contenu du « plan de sauvetage » parlent d'eux-mêmes, ils masquent le caractère inégal des sacrifices demandés aux différentes couches de la société lettone ; chômeurs des régions industrielles de l'Est dévastées, fonctionnaires sacrifiés, retraités ? l'agonie (94% des retraités vivaient déjà avant la crise en-dessous du seuil de pauvreté), couches populaires de Riga incapables de satisfaire leurs besoins fondamentaux, ouvriers des industries en faillite (50% des ouvriers du bâtiment ont perdu leur emploi depuis le début de la crise, l'industrie du textile a vu sa production chuter de 50% en 2009) voilà ? les premières victimes de la crise et voilà ? les forces qui mènent la résistance.

L'année 2009 a vu l'explosion des mouvements sociaux menés par les victimes de la crise : 5 000

personnes ? Riga en janvier avec des mots d'ordre anti-UE, 10 000 enseignants en avril, 10 000 retraités en décembre, des chiffres exceptionnellement élevés pour une république de 2 millions d'âmes peu habituée aux démonstrations de rue.

Et cette colère a trouvé un débouché politique : le « Centre de la concorde ». Parti russophone, aux positions de gauche sur le plan socio-économique, il a su dépasser son électorat d'origine pour s'adresser ? l'ensemble du peuple de Lettonie. Ragaillardi par une victoire historique lors des municipales de 2009, où il a conquis la mairie de Riga avec 34% des voix au premier tour, il a obtenu 19% des voix aux européennes permettant l'élection du secrétaire-général du Parti socialiste letton (nom de l'ex-Parti Communiste Letton interdit) Alfred Rubiks.

Symbole de la résistance au régime ultra-libéral et fascisant instauré par les nationalistes lettons, Alfred Rubiks était le maire de la Riga soviétique et membre du Comité Central du PCUS. Condamné ? 8 ans de prison après l'indépendance, il n'a jamais renié ses convictions et a su incarner l'esprit de résistance auprès des Russes discriminés et des lettons paupérisés. **Leader d'un parti qui rassemble 8% des voix et a pu faire élire 4 députés au Parlement, Rubiks ne représente pas seulement la nostalgie de l'ère soviétique mais bien l'espoir d'un changement dans le pays.**

Les élections du 2 octobre pourraient donc marquer la consécration de cette force d'opposition ?

l'ultra-libéralisme et au nationalisme étroit porté par les autres forces lettones. Pour la première fois, le « Centre de la Concorde » pourrait réaliser une percée historique et devancer les partis lettons nationalistes et libéraux, portant ainsi une réelle alternative ? cette politique de désastre national mise en oeuvre par les forces de droite depuis plus de 20 ans.

Une alternative politique pour sortir de la crise par la gauche : faire payer les riches et se libérer du carcan européen !

Quelle issue ? la crise ? **Pour les communistes et les progressistes réunis dans le Centre de la concorde : Faire payer les riches et le patronat d'abord !** Alors que le gouvernement, l'UE et le FMI, proposent de couper les salaires et les retraites de 30%, d'augmenter les taxes, aucune mesure ne prévoit la taxation progressive des revenus, la taxation des grandes fortunes ou encore une imposition des bénéfices des grandes entreprises. Se dégager de l'emprise européenne ensuite ! Les manifestants de janvier 2009 voyaient juste quand ils pointaient du doigt le Traité de Lisbonne, car son adoption préfigurait le plan de guerre dont ils sont les victimes. Si la Lettonie n'a pas encore adopté l'Euro, ses dirigeants ne voient de solution que dans l'entrée dans l'Eurozone d'ici 2012 ou 2014.

Or, paradoxalement, c'est bien l'Euro qui pose problème dans le cas letton, car le Lats (monnaie nationale) est artificiellement sur-évaluée dans la seule perspective de coller ? l'euro via un taux de change en parité fixe. Résultat, des conséquences désastreuses pour les consommateurs lettons et l'industrie nationale en panne d'exportation et une impossibilité de dévaluer, renforcée par la pression des créanciers scandinaves craignant d'être remboursés en monnaie de singe.

Si c'est donc bien ? cause de l'Euro, que les dirigeants lettons ont dû privilégier la « dévaluation interne », ils portent une immense responsabilité dans la catastrophe économique actuelle, et persévèrent fondamentalement dans leur voie anti-nationale et anti-sociale.

Porteurs d'une vision tolérante et multi-ethnique de la société, dévoués ? l'intérêt du peuple letton et au développement de la nation, seules forces s'opposant au grand capital letton mais aussi scandinave, ainsi qu' ? l'impérialisme européen qui les soutient, seuls les communistes sont porteurs d'une réelle alternative nationale et populaire. Et le peuple letton place de plus en plus sa confiance en eux, et dans leur leader historique, Alfred Rubiks.

article de AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>

2 octobre 2010